



SPECIAL SANTE-SOCIAL

QUALITÉ DE VIE // Dans un logement, les polluants, issus des usages et des comportements, impactent la santé. L'idée aujourd'hui est d'en limiter la présence pour préserver le confort et le bien-être chez soi.

De l'air dans une bulle de bien-être

Les 2^{es} Rencontres nationales santé environnement se sont déroulées mi-janvier à Bordeaux. L'un des ateliers s'intitulait : « Habitat : comment développer un environnement favorable à la santé ? » Le sujet est devenu une préoccupation de santé publique, tant il est désormais reconnu que l'état d'un logement se répercute sur ses occupants. En cause : les particules, composés organiques volatils, moisissures, acariens dans nos intérieurs... Ils proviennent de l'air extérieur, et peuvent être émis par les matériaux ou lors d'activités domestiques (cuisine, ménage, bricolage). « Nous avons même aggravé le phénomène avec ce que j'appelle "le marketing olfactif", qui impose que, chez nous, ça doit sentir bon », ajoute Christophe Barrau, directeur Sud-Ouest du cabinet d'ingénierie Greenbirdie.

Selon le Baromètre de l'habitat sain 2017, un Européen sur six déclare vivre dans un logement « insalubre », c'est-à-dire humide,

manquant de lumière naturelle et mal chauffé ou surchauffé l'hiver... Conséquences : au-delà de l'impact sanitaire individuel, le coût de l'asthme et de la bronchopneumopathie chronique obstructive pour les systèmes de santé européens se chiffre à 82 milliards d'euros par an.

Se concerter et travailler ensemble

Les logements anciens sont concernés, mais aussi l'habitat neuf ou à entretenir. « Chaque élément du bâtiment, de son lieu d'implantation aux matériaux utilisés jusqu'à la

décoration intérieure ou la ventilation..., est à définir sous l'angle des effets sur le bien-être et la santé des occupants », indique le docteur Suzanne Déoux, fondatrice de Medieco, dans l'une de ses publications sur le sujet.

Aujourd'hui, cette problématique commence à être entendue.

Pour les concepteurs et entreprises, la prise de conscience implique de se concerter et de travailler ensemble de manière créative, en tenant compte des réglementations en vigueur. A commencer, sur le plan social, par encourager la mixité dans la ville, en créant des quartiers « vivants », avant même de réfléchir aux logements. « En ce sens, la maquette numérique BIM peut être vue comme une philosophie et non seulement un outil, pour aller vers plus de collaboratif entre tous les professionnels, y compris durant la vie du bâtiment », estime Christophe Barrau.

Enfin, le numérique modifie profondément les rapports avec l'usage, qui peut prendre une posture active, c'est-à-dire participer à la construction d'un bâtiment, d'un quartier, d'un territoire... en s'exprimant sur ses besoins. « Par l'usage, pour se différencier et mieux correspondre à la demande, tous les acteurs doivent prendre en compte le bien-être et la santé et la notion de services. Et, d'ici deux à trois ans, quand des immeubles seront livrés/rénovés, ce sera incontournable », estime pour sa part Valentine de Lajarte, présidente de Partager La Ville, une société créée il y a trois ans pour justement organiser la diffusion des innovations dans l'urba-

nisme et l'accès à la concrétisation des projets.

Emergence de nouveaux métiers

Gérald Fafet, directeur du centre de R&D Saint-Gobain Research Paris, reconnaît travailler sur les différents confort à l'intérieur du bâtiment, que sont le thermique, l'acoustique, le visuel et la qualité de l'air. « Tous ces aspects doivent être pris en compte de façon globale, insiste-t-il, mais il reste encore beaucoup de travail de pédagogie à faire. Cela nécessite de rencontrer des architectes, de former les artisans, comme d'impliquer les donneurs d'ordre et les acteurs publics capables de faire évoluer la législation. » Pour autant, ce sera l'utilisateur final qui l'imposera, estime l'expert, sachant que la diffusion d'objets connectés permettra peu à peu d'objectiver les choses à partir de mesures concrètes réalisées sur son environnement intérieur.

Par ailleurs, de nouveaux métiers émergent (ingénierie de santé dans le bâtiment et dans l'aménagement du territoire, conseillers médicaux en environnement intérieur/CMEI), comme de nouvelles offres pour améliorer le cadre de vie au travail (label Osmoz de Certivéa, la filiale certification du CSTB ; démarche Kandu de Saint-Gobain...) ou à domicile.

— Catherine Moal



Selon le Baromètre de l'habitat sain 2017, 1 Européen sur 6 déclare vivre dans un logement « insalubre ».

Photo Shutterstock

